

NULLE PART EN SÉCURITÉ : LES CIVILS VICTIMES D'ATTAQUES EN LIBYE

AMNESTY INTERNATIONAL

Document public

MDE 19/027/2011

AILRC-FR

Septembre 2011



Après le retrait des forces du colonel Kadhafi à la fin d'avril, des habitants de Misratah constatent les dégâts Rue de Tripoli, où des combats intenses se sont déroulés.

© Amnesty International

Alors qu'à partir de la fin de février 2011 les manifestations antigouvernementales évoluaient en conflit armé entre les forces loyales au colonel Kadhafi et les combattants de l'opposition, les civils habitant certaines zones, et tout particulièrement la ville assiégée de Misratah, ont senti toujours plus fortement qu'aucun lieu n'était sûr. Beaucoup ont été tués par des armes non discriminantes utilisées par les forces du colonel Kadhafi et par des tireurs embusqués, ou ont trouvé la mort dans des échanges de tirs. Les délégués d'Amnesty International se sont entretenus avec certains de leurs proches.



Carte de la ville de Misratah, en Libye.

© Amnesty International

Les Libyens ont répondu en masse aux appels à faire du 17 février 2011 leur « Journée de la colère » contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 42 ans. Les manifestations ont rapidement dégénéré en affrontements armés entre les forces loyales au colonel Kadhafi et les combattants de l'opposition. Après que la plus grande partie de l'est du pays ainsi que certaines régions de l'Ouest, dont Misratah, la troisième ville de Libye, furent tombées aux mains de l'opposition, les forces loyales au colonel Kadhafi ont déclenché une offensive militaire brutale pour tenter d'en reprendre le contrôle. Elles ont lancé des attaques sans discrimination au moyen de roquettes et d'obus de mortier et d'artillerie ainsi que de bombes à sous-munitions contre des quartiers d'habitation dans des zones tenues par l'opposition.

Ces attaques, particulièrement nombreuses à Misratah, ont également eu lieu à Ajdabiya et aux alentours ainsi que dans le massif du Nefoussa. Les civils pris sous un déluge de projectiles n'avaient nulle part où se réfugier. Des enfants et des personnes âgées, des Libyens et des travailleurs migrants figurent au nombre des victimes. Beaucoup ont trouvé la mort chez eux ou alors qu'ils tentaient de fuir.

« Il ne restait plus rien de mes garçons, juste des lambeaux de chair. »

La mère de Mohamed and Mounir, tués le 28 avril 2011.

MISRATAH

Les quelque 300 000 habitants de Misratah ont été pris au piège dès la fin de février, les forces loyales au colonel Kadhafi ayant établi un siège tout autour de la ville, à l'exception de la façade maritime. Ils ont essuyé des tirs de roquettes incessants et aveugles du mois de mars à la mi-mai. Des attaques sporadiques ont repris durant l'été.

Dans la soirée du 28 avril, **Mohamed et Mounir Taher Fakroun Abou Shaala**, deux frères âgés respectivement de 16 et 15 ans, regardaient la télévision chez eux dans le quartier de Zaroug, situé au nord de Misratah. Ils ont soudain entendu des explosions et des cris tout près. Ils se sont précipités pour aider leur voisin âgé et ont été déchiquetés par une autre roquette. Mostafa, leur frère âgé de 13 ans, qui se tenait sur le pas de la porte au moment où la roquette a atterri, a non seulement été témoin de l'horreur mais également été blessé au visage. Leur mère éperdue de douleur a déclaré aux délégués d'Amnesty International :

« Zaroug était considéré comme un quartier sûr et de nombreuses familles qui avaient fui d'autres quartiers de Misratah [plus proches de la ligne de front] s'y étaient réfugiées [...] Quand j'ai entendu les explosions, je me suis précipitée dehors pour voir ce que faisaient mes garçons, il ne restait plus rien d'eux, juste des lambeaux de chair. Depuis leur mort, je n'ai pas pu retourner chez moi et regarder leur chambre et l'endroit où ils ont été tués. »



Lieu à Zaroug où les frères Mohamed et Mounir Taher Fakroun Abou Shaala ont été tués lors de tirs de roquette, alors qu'ils se portaient au secours d'un voisin.

© Amnesty International

« Je me retrouve toute seule avec ma douleur et sept jeunes enfants. »

L'épouse de Mohamed Abdel Hamid Sbikhi, tué chez lui le 30 avril 2011.

RAS TOUTA

Au moins sept personnes ont trouvé la mort dans le quartier de Ras Touta quand une rafale de projectiles s'y est abattue le 30 avril, entre 22 heures et 23 h 30.

La plus jeune victime était **Ali Weldbaba Ahmed Maa al Inin**, un adolescent de 15 ans originaire de Mauritanie qui subvenait seul aux besoins de sa mère, de sa grand-mère et de ses deux sœurs. Sa mère, veuve, qui avait du mal à retenir ses larmes en serrant la photo de son fils entre les mains, a déclaré à Amnesty International :

« Il a été tué au moment où il courait vers l'abri. Nous y étions déjà et nous l'attendions. Qu'a-t-il fait pour mériter cela ? C'était juste un jeune garçon. »

Farid Mohamed Abdallah al Ghouj, 39 ans, a trouvé la mort alors qu'il aidait d'autres habitants de Ras Touta à se réfugier dans l'abri. Sa femme a déclaré à Amnesty International :

« Nous avons quitté notre maison de la rue de Benghazi [tout près de la ligne de front au centre de Misratah] en mars à cause de l'intensité des combats, nous étions constamment sous le feu. Nous pensions être en sécurité à Ras Touta. Puis une nuit [le 30 avril], tout a commencé [...] On sentait les murs bouger et les fenêtres se briser à cause de la force des explosions. Les hommes, dont mon mari, ont fait descendre leur famille au sous-sol. Il a été tué sur le coup par des éclats d'obus qui l'ont atteint directement au cœur. »

Mohamed Abdel Hamid Sbikhi, 46 ans et père de sept enfants, a été tué chez lui. Son épouse, Muad Mohamed Ali al Dawali, a fait le récit suivant :

« Mon mari, nos sept petits et moi, nous étions tous dans la chambre quand les explosions ont commencé. Notre maison a été touchée par la quatrième frappe, le mur de la chambre face à la rue a été complètement détruit, il ne reste qu'un espace vide. Mon mari qui était près du mur est mort sur le coup sous les yeux de

tous nos enfants. Je me retrouve toute seule avec ma douleur et sept jeunes enfants. »

Les quatre autres personnes qui ont trouvé la mort cette nuit-là sont **Ahmed Khairi Ahmed al Triki**, un lycéen de 17 ans, les frères **Mohsen** et **Shaaban Abdallah Mohamed Jabril**, âgés respectivement de 33 et 22 ans, et **Hossam Hamida Ali Talha**, 31 ans, qui rendait visite à des amis dans le quartier.



Six des enfants de Mohamed Abdel Hamid Sbikhi, qui ont perdu leur père.
© Amnesty International



La maison de Mohamed Abdel Hamid Sbikhi après le bombardement.
© Amnesty International

GARARA

« Notre vie est brisée. Comment pourrais-je la reconstruire à mon âge ? »

Amna Youssef, qui a perdu trois enfants lors des attaques du 28 avril 2011.

Six personnes au moins ont trouvé la mort le 28 avril quand des projectiles sont tombés sur Garara, à l'est du centre-ville de Misratah. Quand les délégués de l'organisation ont visité ce quartier en mai ils ont trouvé des fragments de mortiers et de roquettes Grad dans plusieurs maisons ainsi que dans des espaces publics.

Amna Youssef a perdu trois enfants au cours de cette terrible journée. Elle a montré sa maison endommagée aux représentants d'Amnesty International et a déclaré :

« Ma fille **Zeinab [Mohamed Ibrahim Awana]** qui avait 35 ans était venue se réfugier ici avec ses cinq enfants parce qu'il n'y avait pas d'électricité chez elle à Ramla et que son quartier était bombardé. C'est elle qui est morte en premier. Elle se tenait sur le pas de la porte quand la maison a été touchée par la première explosion. Nous nous sommes mis à courir vers la porte de derrière quand une autre [roquette] Grad a atterri dans l'entrée. Mon autre fille **Hawa** et mon fils

Abdallah ont été tués sur le coup. Ma belle-fille **Hanan Mohamed** a été blessée au bras et aux jambes par des éclats d'obus, elle a été transférée à Benghazi pour recevoir des soins médicaux [...] Notre vie est brisée. Comment pourrais-je la reconstruire à mon âge ? »

De l'autre côté de la rue **Sanaa Faraj Ali Aghliou**, 28 ans, était chez elle avec ses quatre enfants quand elle a été tuée par des éclats d'obus qui ont traversé la maison. Son beau-frère l'a trouvée allongée dans une mare de sang entourée de ses enfants affolés qui, heureusement, étaient indemnes.

Plus bas dans la rue, l'épouse de **Mohamed Ismaïl al Ghoul** et ses huit enfants pleuraient la mort de cet homme de 53 ans. Il était sorti de chez lui vers 15 h 30 pour se rendre à la mosquée du quartier quand il a été touché par des éclats d'obus.

Mohamed Saleh Kashwir, qui rendait visite à des proches à Garara, a lui aussi trouvé la mort.



Hanan Mohamed a été blessée aux bras et aux jambes le 28 avril 2011, quand des projectiles ont touché Garara.

© Amnesty International



La maison endommagée de la famille Awana à Garara.

© Amnesty International

ZAWIYAT AL MAHJOUB

« Nous avons essayé de le sauver, mais ses blessures étaient trop graves.. »

La mère de Mohamed al Amin Ali al Nairi (en photo), tué lors d'un tir de roquette le 4 avril 2011.



Mohamed al Amin Ali al Nairi
© Amnesty International

Les forces de Kadhafi ont bombardé sans relâche le quartier de Zawiyat al Mahjoub, à la périphérie ouest de Misratah, tuant de nombreux habitants pris au piège.

Le 4 avril vers 19 h 30, **Mohamed al Amin Ali al Nairi**, 11 ans, jouait devant la maison de son oncle à côté de la mosquée Abou Hadi quand un déluge de roquettes Grad s'est abattu sur le quartier. Sa mère éplorée, Naama Mohamed Zliten, a déclaré aux délégués de l'organisation :

« Je suis veuve et il était mon seul fils. Maintenant je me retrouve toute seule avec mes deux filles Mounira, sept ans, et Aisha, 10 ans. Nous avons essayé de le sauver, mais ses blessures étaient trop graves, des éclats avaient déchiqueté son petit corps et sa tête. Il n'était qu'un enfant avec toute la vie devant lui. Ceux qui lui ont fait ça doivent être punis. »

Ahmed Mohamed Abou Azoum, 24 ans, a été tué dans la cour de sa maison. Sa mère, qui a montré à Amnesty International les dégâts causés par les éclats d'obus, a déclaré :

« Ces armes détruisent le métal, imaginez ce qu'elles font à un être humain fait de chair et de sang. Ahmed était dehors avec son père dans la soirée [le 18 avril] en train de tuer un poulet quand une roquette Grad a atterri juste devant le portail ; des éclats l'ont atteint et ont ricoché sur le dos d'Ahmed. Il a fait quelques pas vers nous avant de s'effondrer. Nous nous sommes précipités et avons vu du sang qui coulait dans son dos. Il n'a pas survécu. »



Iftima Ali Kirzab, mère de 11 enfants, tuée par des éclats d'obus le 16 mars 2011.
© DR

Iftima Ali Kirzab, 69 ans et mère de 11 enfants, se trouvait au domicile de son fils à côté de chez elle à Zawiyat al Mahjoub le 16 mars vers 17 h 45 quand les forces de Kadhafi ont bombardé le quartier. Cette femme fuyait quand elle a été touchée par des éclats d'obus ; elle est morte sur le coup.

Les forces de Kadhafi ayant renforcé leurs positions autour du quartier, il est devenu de plus en plus difficile d'en sortir et les habitants ont été exposés aux snipers et aux tirs de roquettes sans discrimination. Un proche de **Taher Omar Shibshib** a déclaré à Amnesty International que cet homme de 41 ans qui se faisait du souci pour sa mère se rendait chez elle à Zawiyat al Mahjoub quand il a été tué par des éclats d'obus le 16 mars. Il a laissé une femme enceinte et trois jeunes enfants.



Une zone endommagée de Zawiyat al Mahjoub, à l'ouest de Misratah, 31 mai 2011.

© Amnesty International

JEZIRA ET BIRA

« Ma femme et nos trois filles ont été tuées alors qu'elles s'enfuyaient de l'immeuble. J'ai tout perdu. »

Ramadan Ajaj, qui a perdu sa famille le 25 mars 2011.



Ramadan Ajaj présente des photos de sa famille.

© Amnesty International

Ramadan Ajaj a perdu son épouse, **Khadija al Burki**, 37 ans, et leurs trois filles – les jumelles **Rihan** et **Riyan**, quatre ans et demi, et **Taquaa**, un an – quand, le 25 mars, le quartier de Jezira, au nord-ouest du centre-ville, a reçu des obus tirés par

les chars des forces du colonel Kadhafi. Elles ont été tuées alors qu'elles essayaient de fuir l'immeuble. Cet homme a fait le récit suivant :

« Il était environ huit heures du matin et nous dormions quand nous avons entendu des tirs d'artillerie à côté de l'immeuble. Je me suis précipité dehors ; quand je suis arrivé dans la cour, il y a eu une autre explosion et j'ai reçu des éclats d'obus sur tout le corps. On m'a emmené à l'hôpital. Ma femme et nos trois filles ont été tuées quelques minutes plus tard par un autre obus alors qu'elles s'enfuyaient de l'immeuble. J'ai tout perdu, mes petites filles, toute ma famille. »

Le 11 avril, **Ahmed Mostafa al Bira**, un jeune marié de 31 ans, qui venait d'emmener sa famille du quartier de Bira situé au centre de Misratah près de la ligne de front jusqu'à Jezira, rentrait chez lui pour mettre sa voiture au garage. Son frère cadet Magdi a raconté ce qui s'était passé ensuite :

« J'étais en train d'ouvrir la porte du garage pour qu'Ahmed puisse rentrer la voiture. Au moment où nous sortions, vers 16 h 30, une explosion très forte est survenue. Nous avons été blessés tous les deux. Je ne voyais presque rien dans la fumée et la confusion, mais j'entendais Ahmed qui appelait à l'aide. Quelques minutes plus tard, il y a eu une autre explosion et Ahmed s'est tu. Il est mort. J'ai vu ensuite que son corps avait été déchiqueté [...] Nous avons retrouvé ses chaussures dans le garage. »

Leur frère aîné **Abdallah** qui était dans la rue et a été grièvement blessé, est mort dans un hôpital en Tunisie le 21 avril.



Mohamed Fathi Imtair
© Amnesty International

Mohamed Fathi Imtair, 25 ans, avait décidé de prendre le risque de rester à Bira. Au début d'avril, il a été grièvement blessé au dos, à la tête et à l'abdomen par l'explosion d'une roquette dans la rue alors qu'il se rendait chez un voisin. Il est mort le 16 avril à l'hôpital de Ras Touba sans avoir repris connaissance.



Une rue de Bira endommagée par des tirs de roquettes.
© Amnesty International

RAS AMAR

« Il a couru chez son oncle pour l'aider à sortir [...] quand une autre roquette a explosé. Ils ont été tués sur le coup. »

La femme de Mohamed Omar Abdallah Shkay, tué le 23 avril 2011.

Ali Abdallah Sliman Shkay, 90 ans, a été tué par des éclats d'obus quand sa maison de Ras Amar, non loin du centre-ville, a été bombardée le 23 avril par les forces de Kadhafi. Son neveu, **Mohamed Omar Abdallah Shkay**, a également trouvé la mort cette nuit-là. La veuve de ce dernier a déclaré :

« Le 23 avril, Mohamed est rentré juste avant le coucher du soleil. Il a rendu visite à sa mère après la prière du soir et est rentré vers 23 h 30. J'étais vraiment soulagée de le voir rentrer sain et sauf parce que j'avais peur. J'ai entendu des explosions au loin [...] Il a regardé par la fenêtre et a vu de la fumée. Peu après nous avons compris que les explosions se rapprochaient et devenaient beaucoup plus fortes. Il a couru chez son oncle pour l'aider à sortir : il avait 90 ans et beaucoup de mal à marcher. Ils étaient sur le point de sortir, Ali soutenant le vieil homme, quand une autre roquette a explosé. Ils ont été tués sur le coup. Nos six enfants sont privés de leur père, le plus jeune n'a que quatre mois. »



La maison où Ali Abdallah Sliman Shkay et son neveu Mohamed Omar Abdallah Shkay ont été tués.

© Amnesty International

DES CIVILS TUÉS PAR BALLE

« Une pluie de balles est tombée »

Un proche d'Abdel Karim Salem Imbrika, tué d'une balle dans le cou lors des tirs des troupes du colonel Kadhafi, le 16 mars 2011.

Certaines des nombreuses victimes civiles de Misratah sont mortes à cause des tirs inconsidérés et aveugles des forces du colonel Kadhafi. D'autres ont été délibérément prises pour cible par ces forces qui appliquaient une politique de « tirer pour tuer » tout ce qui bougeait. D'autres encore ont été prises dans des échanges de tirs.



Afiya Mohamed Jaarani, à l'hôpital de Benghazi, après avoir été prise pour cible dans sa voiture.

© Amnesty International

Le 18 mars, **Afiya Mohamed Jaarani**, une habitante de Jzir essayait de rejoindre l'hôpital local quand la voiture dont elle était passagère a essuyé des coups de feu. Elle a fait le récit suivant de son lit d'hôpital à Benghazi :

« Il y avait beaucoup de tirs et d'explosions depuis des jours. Il fallait pourtant que je sorte car je suis diabétique et j'avais besoin de soins en urgence. Mon fils Salah conduisait. J'étais sur le siège arrière avec ma fille **Hanan**, mon fils Ahmed, et un autre parent. Dès que nous avons démarré, la voiture a été la cible de tirs comme s'ils nous attendaient. Nous étions dans une rue proche de la rue de Tripoli où les forces de Kadhafi avaient pris position. Les tirs venaient de l'arrière ; Hanan est morte dans mes bras, couverte de sang. »

Le 26 mars, vers 17 h 30, **Abdel Karim Salem Imbrika**, 20 ans, avait quitté son domicile de Jezira pour se rendre à la mosquée voisine quand il a reçu une balle dans le cou. Selon des habitants du quartier, il n'y avait pas d'affrontements à ce moment-là et la balle qui a tué cet homme venait de l'endroit où les troupes du colonel Kadhafi avaient pris position. L'un des proches d'Abdel Karim a déclaré à Amnesty International qu'« une pluie de balles est tombée en visant tout ce qui bougeait dans la zone ». Des habitants du quartier ont emmené en voiture Abdel Karim à l'hôpital Hikma, mais il était trop tard.

Al Touhami Ramadan Irhouma est mort des suites d'une blessure par balle qui lui avait été infligée le 16 mars quand les forces du colonel Kadhafi approchaient de la périphérie de la ville. Son fils a fait le récit suivant :

« À l'aube du 16 mars, j'ai emmené en voiture les femmes et les enfants de la famille. Nous n'étions pas en sécurité. Nous habitons une zone très rurale, à l'ouest de Zawiyat al Mahjoub, point d'entrée des *kataibs* [forces du colonel Kadhafi] qui venaient de l'Ouest. Sur le chemin du retour, alors que j'approchais de nos fermes, j'ai entendu des coups de feu. Quand je suis arrivé chez moi, des proches m'ont dit que mon père avait été tué. Les *kataibs* l'avaient abattu d'une balle dans le dos. Il est mort sur le coup, mais nous n'avons pas pu l'enterrer pendant deux jours car les *kataibs* encerclaient le quartier. Nous avons fini par rejoindre le cimetière de Zarig par des petites routes. Quand j'avais emmené mes proches pour les mettre en sécurité j'avais supplié mon père de les accompagner. Il avait refusé en disant qu'il préférait mourir chez lui. C'est ce qui lui est arrivé. »

DES ÉTRANGERS PRIS AU PIÈGE À MISRATAH



Des travailleurs migrants égyptiens et tunisiens attendant leur évacuation sur le port de Misratah.

© Amnesty International

Au plus fort des combats en avril, il y avait quelque 8 000 migrants dans le port de Misratah qui attendaient désespérément d'être évacués en lieu sûr. De nombreux travailleurs migrants ont été tués par des tirs de roquettes et d'obus alors que les forces du colonel Kadhafi prenaient le port pour cible afin de couper le seul lien entre la ville et le monde extérieur.

Parmi les victimes figurent quatre membres d'une famille nigériane qui attendait son évacuation de Misratah – **Success et Destiny**, respectivement âgées de huit et 18 mois, leur tante Miriam, 38 ans, et leur oncle **Amarachi**, 32 ans. La mère des bébés, **Viva Emecka**, 29 ans, enceinte de son troisième enfant, a perdu la jambe droite et la main droite, entre autres blessures multiples. Le père des enfants a déclaré aux représentants d'Amnesty International :

« Des roquettes ayant explosé près de notre domicile, nous avons trouvé refuge dans un camp du Croissant-Rouge à proximité du port en attendant le bateau de l'OMI [Office des migrations internationales] qui devait nous évacuer de Misratah. Nous devons rentrer au Nigéria, loin de cette guerre. C'était le 4 mai, nous attendions le bateau de l'OMI depuis plusieurs jours quand la roquette a explosé tout près de nous. J'ai perdu mes enfants ainsi que mon frère et ma sœur dont les enfants sont maintenant orphelins. Ma femme est handicapée à vie et traumatisée. Elle ne veut plus vivre et je ne sais pas comment l'aider. Notre famille a été détruite et je ne vois pas comment m'en sortir. »



Les deux enfants de Viva Emecka ont été tués en avril 2011, lorsque les forces du colonel Kadhafi ont attaqué le port. Elle a perdu sa jambe droite et son bras droit lors de l'attaque.

© Amnesty International

D'autres étrangers qui avaient décidé de rester à Misratah ont également été tués ou blessés. Olga Kozina, une infirmière ukrainienne de 54 ans, s'est entretenue

avec les délégués de l'organisation sur son lit d'hôpital à Benghazi. Elle a raconté l'attaque au cours de laquelle elle avait été grièvement blessée et son collègue, le **Dr Anatoly Nagayko**, 59 ans, qui travaillait à la clinique de Zawiyat al Mahjoub, avait été tué :

« Ce jour-là je devais récupérer les clés d'un appartement plus proche de mon lieu de travail dans un quartier plus sûr [...] J'étais en train de fermer le portail métallique devant l'immeuble et le Dr Anatoly était quelques mètres plus loin, nous attendions la voiture. Et tout d'un coup j'ai repris connaissance par terre et j'ai vu le Dr Anatoly allongé sur le sol dans une mare de sang. »

AJDABIYA

« Pourquoi ont-ils tué mes enfants ? »

La mère de Khadija et Attiya Issa Ahmad Salah, tuées le 15 mars 2011.

Les forces du colonel Kadhafi qui tentaient de reprendre le contrôle de l'est du pays ont tiré des roquettes Grad et des obus d'artillerie en direction d'Ajdabiya, et notamment des zones d'habitation de la ville. Les pertes ont été moins nombreuses qu'à Misratah tout simplement parce que la plupart des civils avaient déjà fui. Toutefois, plusieurs personnes qui étaient restées sur place ou qui ont tenté de fuir après le début du bombardement ont été tuées ou blessées.



Ali Sanoussi à l'hôpital de Benghazi. Trois de ses frères sont morts après une attaque à la roquette, le 21 mars 2011.

© Amnesty International

Le 21 mars, trois **frères de la famille Sanoussi** ont été tués sur le coup ou sont morts des suites de leurs blessures et deux autres ont été grièvement blessés par un tir de roquettes. Juste avant l'appel à la prière du coucher du soleil, Ali, 26 ans, et ses frères – Azab, 30 ans, Seif, 27 ans, Lafi, 22 ans, et Baset, 20 ans – étaient assis devant leur maison dans le quartier du souk, à Ajdabiya, avec des amis et des voisins quand une roquette Grad a explosé. Ali, six semaines plus tard, a fait le récit suivant de son lit d'hôpital à Benghazi :

« C'était le quatrième jour de l'offensive de Kadhafi ; il n'y avait plus de femmes ni d'enfants dans notre maison. Nous étions restés simplement pour protéger nos biens contre le vol et le pillage. Aucun d'entre nous n'était armé. Une roquette a explosé juste à l'endroit où nous étions assis. **Seif** est mort sur le coup, son corps a été déchiqueté. **Azab** est mort peu après à l'hôpital d'Ajdabiya et **Baset** une

semaine plus tard à Benghazi – il avait été blessé à la tête [...] Lafi a été amputé d'une main. Notre voisin a également été tué et trois autres personnes ont été blessées. »



Des proches de Khadija et Attiya Issa Ahmad Salah al Qbaili.
© Amnesty International

Khadija et Attiya Issa Ahmad Salah al Qbaili, deux sœurs âgées respectivement de six et 10 ans, ont été tuées par balle le 15 mars alors que leur famille fuyait Ajdabiya. Leur père a été blessé au dos et au bras. La mère des enfants, Naima, a raconté le supplice de la famille :

« Nous étions arrivés à proximité de la porte est de la ville [...] toutes les forces de Kadhafi étaient là. Soudain notre voiture a été la cible de tirs. Mon mari a fait demi-tour pour retourner à Ajdabiya, mais ils ont continué à tirer sur nous. Mon mari a été touché et il a arrêté la voiture. Je suis descendue en hurlant que mon mari était blessé et je me suis précipitée pour ouvrir la porte arrière et mettre les enfants en sécurité. J'ai vu qu'Attiya et Khadija avaient été touchées et qu'elles ne bougeaient pas [...] Khadija a été atteinte à la tête et à la poitrine et Attiya au cou. Pourquoi ont-ils tiré sur nous ? Pourquoi ont-ils tué mes enfants ? »



Une jeune femme tient une bougie lors d'une action de solidarité avec la Libye organisée par Amnesty International à Berne (Suisse). 24 février 2011.
© Reto Andreoli

LA JUSTICE DOIT ÊTRE RENDUE

Comme ces cas poignants le démontrent, les forces du colonel Kadhafi ont commis des violations graves du droit international humanitaire, constituant dans certains cas des crimes de guerre, dans leur tentative de reprendre le contrôle du territoire tenu par l'opposition.

Les proches des victimes méritent une réparation pleine et entière. Ils méritent de voir traduits en justice ceux qui ont ordonné et exécuté les attaques menées sans discrimination, entre autres crimes, ou y ont participé. Ils doivent recevoir une réparation idoine, notamment une indemnisation financière proportionnelle à la gravité des violations commises et au tort subi.

Rien ne leur rendra leurs proches, mais ils ont régulièrement affirmé aux délégués d'Amnesty International qu'ils n'auraient de cesse de voir les responsables de ces agissements sanctionnés. Les nouveaux dirigeants libyens doivent veiller à ce que ces demandes soient satisfaites quel que soit l'aboutissement du conflit.